



2007-2008

BUDGET DES DÉPENSES

Ministère des Finances
Volume 2





Ministère
des
Finances

Budget des dépenses
de la province de l'Ontario
pour l'exercice se terminant
le 31 mars 2008

VOLUME 2

ISSN 0835-5576 (Imprimé)

ISSN 1718-7990 (En ligne)

Imprimé par l'imprimeur de la Reine pour l'Ontario

**PROVINCE DE L'ONTARIO
BUDGET DES DÉPENSES 2007-2008**

On peut se procurer des exemplaires de ce document:

En personne:

Centre ServiceOntario du centre-ville de Toronto
777, rue Bay, niveau du marché
Toronto (Ontario)
416 585-7485

Ou en appelant:

ServiceOntario Publications
Appels locaux : 416 326-5300
Appels sans frais : 1 800 668-9938

**PROVINCE OF ONTARIO
EXPENDITURE ESTIMATES, 2007-08**

Copies are available:

In person:

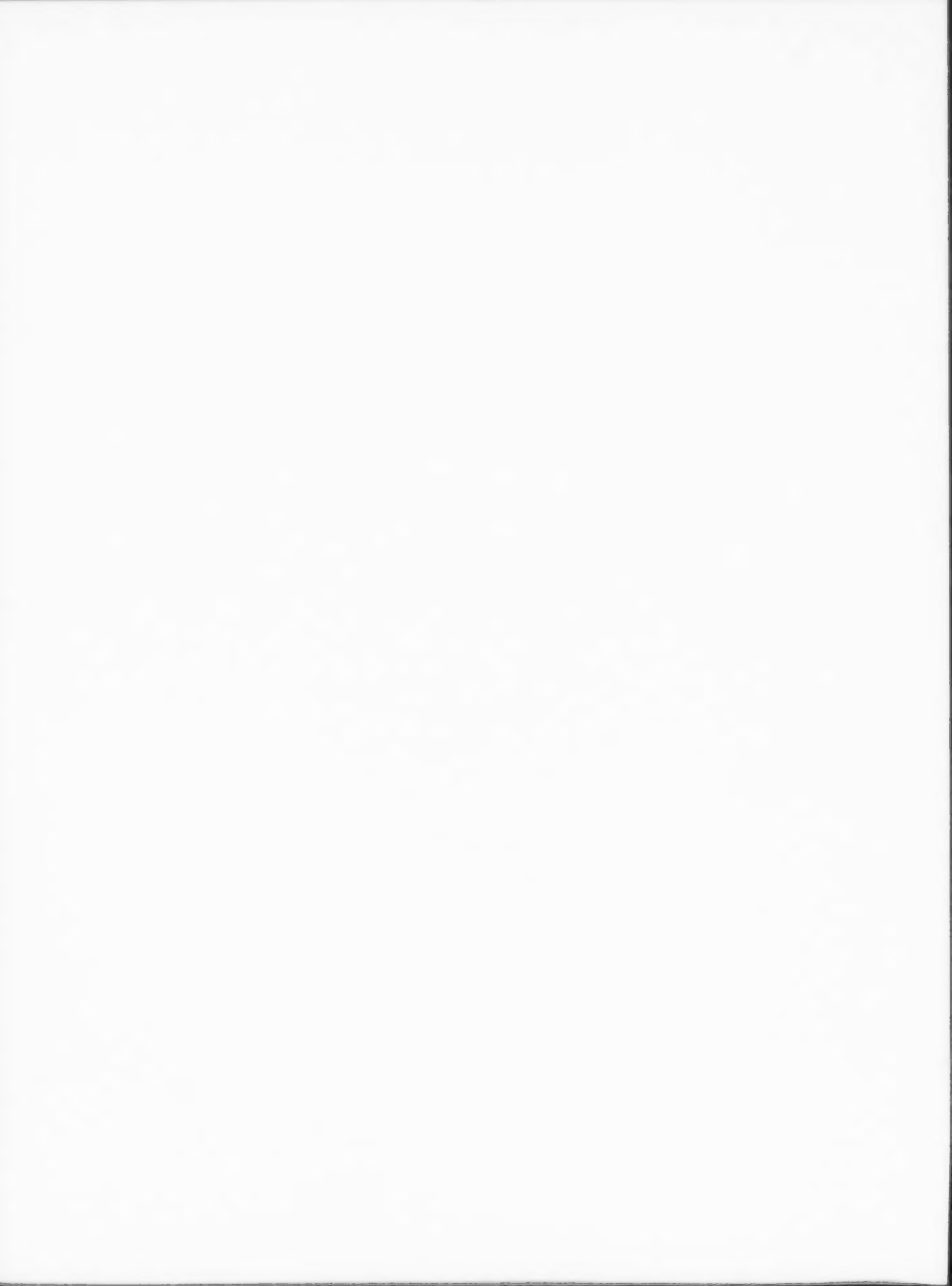
ServiceOntario Downtown Toronto Centre
777 Bay Street, Market Level
Toronto, ON
(416) 585-7485

Or by calling:

ServiceOntario Publications
Telephone (Local) (416) 326-5300
Telephone (Toll Free) 1-800-668-9938

TABLE DES MATIÈRES

	Page
Introduction	v
Notes explicatives	vii
Bureaux	
Bureau de l'Assemblée législative	1
Bureau du vérificateur général	9
Bureau du directeur général des élections	13
Ombudsman Ontario	17



INTRODUCTION

Le Budget des dépenses 2007-2008 présente en détail les prévisions de dépenses (fonctionnement et immobilisations) des ministères pour l'exercice commençant le 1^{er} avril 2007. En déposant ce document, le gouvernement demande officiellement à l'Assemblée législative d'autoriser les dépenses présentées. Une fois approuvé par l'Assemblée législative dans la *Loi de crédits*, le Budget des dépenses confère à chaque ministère l'autorisation d'engager les dépenses prévues.

Dans le Budget des dépenses, chacun des programmes et services dont les ministères ont la responsabilité est identifié par un numéro de crédit particulier. Ces crédits sont à leur tour subdivisés en postes pour mieux distinguer les différentes fonctions les unes des autres. Cette structure par crédits et par postes permet à l'Assemblée législative d'être plus précise lorsqu'elle affecte des fonds à certains services. À l'intérieur de chacun des postes, les dépenses sont présentées par catégorie : traitements et salaires, avantages sociaux, transports et communications, services, paiements de transfert, etc. (voir les notes explicatives à la page vii).

Aux fins de comparaison, on trouvera les prévisions de dépenses de l'exercice précédent aux sommaires de chaque ministère et programme. Ces montants ont subi un retraitement pour faciliter la comparaison lorsqu'il y a eu des réorganisations et des transferts fonctionnels, le dépôt d'un Budget supplémentaire des dépenses ou des modifications comptables.

Le Budget des dépenses des bureaux de l'Assemblée législative est présenté selon la méthode de la comptabilité de caisse modifiée.

Lorsque le gouvernement doit obtenir l'autorisation de l'Assemblée législative pour engager des dépenses additionnelles une fois le Budget principal des dépenses déposé, il présente un Budget supplémentaire des dépenses.



NOTES EXPLICATIVES

REMARQUE : Les prévisions des dépenses pour l'exercice 2007-2008 sont réparties en sept catégories sous chaque poste. Les descriptions des catégories de dépenses qui suivent sont fournies à titre indicatif et ne sont pas exhaustives.

Traitements et salaires

Cette catégorie comprend les traitements et salaires, les heures supplémentaires et autres montants versés au personnel permanent, stagiaire, non classifié et autre à titre de rémunération, les frais de personnel temporaire, les indemnités versées aux députés de l'Assemblée législative et les indemnités spéciales versées aux employés.

Avantages sociaux

Cette catégorie comprend les cotisations versées par le gouvernement, à titre d'employeur, au Régime de pensions du Canada, au Régime de retraite du Syndicat des employés de la fonction publique de l'Ontario, au Régime de retraite des fonctionnaires, à l'assurance-emploi, à la Commission de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail et à divers autres régimes d'avantages sociaux des employés.

Transports et communications

Cette catégorie comprend les frais de déplacement des fonctionnaires en service commandé et des bénéficiaires de prestations gouvernementales, tels que les pupilles de la province, les coûts de réinstallation d'employés mutés ou recrutés, les frais de déménagement de mobilier et de matériel de bureau, les coûts de transport de marchandises (autres que pour la livraison initiale), les frais d'acheminement du courrier (p. ex., affranchissement et courrier recommandé) et les frais de communication (p. ex., téléphone et transmission de données).

Services

Cette catégorie comprend, notamment, les services suivants : publicité et communications assurées par des agences privées et campagnes publicitaires confiées directement aux médias; location et achat de services indépendants de réparation et d'entretien des machines, du matériel, des bâtiments, des terrains et des infrastructures; services de traitement des données; primes d'assurances; autres services professionnels et spéciaux.

Fourniture et matériel

Cette catégorie comprend l'achat de toutes les machines et de tout le matériel (véhicules automobiles et ordinateurs compris), neufs et d'occasion, et l'achat de tous les matériaux, toutes les fournitures et tous les services publics nécessaires.

Paiements de transfert

Cette catégorie comprend les subventions, subsides et aides versées à des particuliers, des entreprises, des organismes à but non lucratif et d'autres organismes gouvernementaux.

Autres opérations

Cette catégorie comprend certaines opérations particulières, telles que les bonifications d'intérêts et les subsides, les garanties honorées, les pertes sur prêts et les subventions remboursables.

Note concernant les crédits législatifs

Les crédits législatifs ne constituent pas des catégories de dépenses. Les montants requis pour les crédits législatifs sont inscrits séparément, s'il y a lieu, dans la rubrique « Classification par catégorie de dépenses » associée à chaque poste.

Note concernant les postes de recouvrement des coûts

Lorsqu'on s'attend à ce que le recouvrement des coûts d'un poste soit égal ou supérieur aux dépenses, le solde est indiqué par un montant nominal de 1 000 \$.

BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

Le Bureau de l'Assemblée législative, créé le 20 décembre 1974 en vertu de la *Loi sur l'Assemblée législative* de l'Ontario, fournit aux députés provinciaux un soutien en matière de procédures, de finances et de fonctionnement dans leurs travaux à l'Assemblée législative, dans les comités et à leurs bureaux de circonscription.

Ce Bureau accueille le Commissaire à l'environnement, chargé de l'application de la *Charte des droits environnementaux*, le Commissaire à l'information et à la protection de la vie privée/Ontario, chargé de l'application de la *Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée*, le Bureau du commissaire à l'intégrité, chargé de l'application de la *Loi de 1994 sur l'intégrité des députés* et de la *Loi de 1998 sur l'enregistrement des lobbyistes*, et le Bureau de l'intervenant provincial en faveur des enfants et des jeunes, chargé de l'application de la *Loi de 2007 sur l'intervenant provincial en faveur des enfants et des jeunes*.

Tous les fonds sont prélevés sur la Caisse de l'Assemblée législative, qui est distincte et indépendante du Trésor.

SOMMAIRE - PROGRAMME DU MINISTÈRE

(\$)

CRÉDIT PROGRAMME		Prévisions 2007-2008	Prévisions 2006-2007	Différence entre 2007-2008 et 2006-2007	Chiffres réels 2005-2006
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
201	Programme du Bureau de l'Assemblée législative	126 166 500	110 671 200	15 495 300	102 765 207
202	Programme des commissaires	17 548 400	15 091 600	2 456 800	13 827 547
TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT		143 714 900	125 762 800	17 952 100	116 592 754
Total du ministère - Charges de fonctionnement		143 714 900	125 762 800	17 952 100	116 592 754
Total du ministère - Fonctionnement et immobilisations, y compris redressement de consolidation et autres redressements (actif non compris)		143 714 900	125 762 800	17 952 100	116 592 754

PROGRAMME DU BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE - CRÉDIT 201

Ce programme englobe les traitements et les allocations, ainsi que tous les services de soutien fournis aux députés par les divers bureaux de l'Assemblée.

SOMMAIRE - CRÉDIT

(\$)

POSTE N°	POSTE	Prévisions 2007-2008	Prévisions 2006-2007	Différence entre 2007-2008 et 2006-2007	Chiffres réels 2005-2006
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Présidence	452 400	491 800	(39 400)	490 647
2	Bureau du greffier	788 300	773 600	14 700	684 989
3	Services parlementaires	11 970 400	12 252 000	(281 600)	10 729 586
4	Bibliothèque de l'Assemblée législative	6 606 800	6 436 900	169 900	6 073 229
5	Services administratifs	5 718 600	5 316 300	402 300	5 549 393
6	Sergent d'armes et locaux de l'enceinte parlementaire	27 656 400	23 883 200	3 773 200	20 886 509
7	Systèmes informatiques de l'Assemblée législative	4 029 500	3 604 800	424 700	3 591 276
8	Services de soutien aux groupes parlementaires	11 702 700	9 747 900	1 954 800	9 673 470
9	Indemnités et allocations de déplacement versées aux députés	21 791 000	15 655 900	6 135 100	13 909 697
10	Services de soutien aux bureaux des députés	35 173 200	32 231 600	2 941 600	30 899 423
11	Programme de stages à l'Assemblée législative de l'Ontario	202 000	202 000	-	202 000
12	Appartements du lieutenant-gouverneur	75 200	75 200	-	74 988
TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT		126 166 500	110 671 200	15 495 300	102 765 207
Total - Charges de fonctionnement		126 166 500	110 671 200	15 495 300	102 765 207

PROGRAMME DU BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE - CRÉDIT 201, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES

(\$)

CRÉDIT -

POSTE CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES

N°

CHARGES DE FONCTIONNEMENT

201-1	Présidence		
	Traitements et salaires		65 400
	Avantages sociaux		14 100
	Transports et communications		184 300
	Services		151 100
	Fournitures et matériel		37 500
	Total à voter - Charges de fonctionnement		452 400
201-2	Bureau du greffier		
	Traitements et salaires		427 700
	Avantages sociaux		144 000
	Transports et communications		36 300
	Services		163 000
	Fournitures et matériel		17 300
	Total à voter - Charges de fonctionnement		788 300
201-3	Services parlementaires		
	Traitements et salaires		7 402 800
	Avantages sociaux		1 591 700
	Transports et communications		655 200
	Services		1 273 900
	Fournitures et matériel		1 158 800
	Total partiel		12 082 400
	Moins : Recouvrements		112 000
	Total à voter - Charges de fonctionnement		11 970 400
201-4	Bibliothèque de l'Assemblée législative		
	Traitements et salaires		4 494 700
	Avantages sociaux		966 400
	Transports et communications		56 600
	Services		370 000
	Fournitures et matériel		720 600
	Total partiel		6 608 300
	Moins : Recouvrements		1 500
	Total à voter - Charges de fonctionnement		6 606 800

PROGRAMME DU BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE - CRÉDIT 201, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite

(\$)

CRÉDIT -

POSTE CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES

N°

CHARGES DE FONCTIONNEMENT

201-5 Services administratifs

Traitements et salaires	3 484 800
Avantages sociaux	753 200
Transports et communications	977 400
Services	366 200
Fournitures et matériel	173 000

Total partiel	5 754 600
---------------	-----------

Moins : Recouvrements	36 000
-----------------------	--------

Total à voter - Charges de fonctionnement	5 718 600
--	------------------

201-6 Sergent d'armes et locaux de l'enceinte parlementaire

Traitements et salaires	6 282 900
Avantages sociaux	1 350 900
Transports et communications	78 300
Services	17 061 800
Fournitures et matériel	2 960 400

Total partiel	27 734 300
---------------	------------

Moins : Recouvrements	77 900
-----------------------	--------

Total à voter - Charges de fonctionnement	27 656 400
--	-------------------

201-7 Systèmes informatiques de l'Assemblée législative

Traitements et salaires	2 027 400
Avantages sociaux	431 600
Transports et communications	195 900
Services	702 300
Fournitures et matériel	672 300

Total à voter - Charges de fonctionnement	4 029 500
--	------------------

201-8 Services de soutien aux groupes parlementaires

Traitements et salaires	7 938 400
Avantages sociaux	1 920 200
Transports et communications	339 000
Services	1 081 200
Fournitures et matériel	423 900

Total à voter - Charges de fonctionnement	11 702 700
--	-------------------

PROGRAMME DU BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE - CRÉDIT 201, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite

(\$)

CRÉDIT -

POSTE CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES

N°

CHARGES DE FONCTIONNEMENT

201-9	Indemnités et allocations de déplacement versées aux députés	
	Traitements et salaires	13 015 300
	Avantages sociaux	5 317 000
	Transports et communications	2 059 900
	Services	1 367 100
	Fournitures et matériel	31 700
	Total à voter - Charges de fonctionnement	21 791 000
201-10	Services de soutien aux bureaux des députés	
	Traitements et salaires	18 624 000
	Avantages sociaux	4 073 700
	Transports et communications	4 449 600
	Services	4 543 700
	Fournitures et matériel	3 482 200
	Total à voter - Charges de fonctionnement	35 173 200
201-11	Programme de stages à l'Assemblée législative de l'Ontario	
	Palements de transfert	
	Programme de stages à l'Assemblée législative de l'Ontario	202 000
	Total à voter - Charges de fonctionnement	202 000
201-12	Appartements du lieutenant-gouverneur	
	Services	75 200
	Total à voter - Charges de fonctionnement	75 200
	Total (Charges de fonctionnement) - Programme du Bureau de l'Assemblée législative	126 166 500

PROGRAMME DES COMMISSAIRES - CRÉDIT 202

Ce Bureau accueille le Commissaire à l'environnement, chargé de l'application de la *Charte des droits environnementaux*, le Commissaire à l'information et à la protection de la vie privée/Ontario, chargé de l'application de la *Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée*, le Bureau du commissaire à l'intégrité, chargé de l'application de la *Loi de 1994 sur l'intégrité des députés* et de la *Loi de 1998 sur l'enregistrement des lobbyistes*, et le Bureau de l'intervenant provincial en faveur des enfants et des jeunes, chargé de l'application de la *Loi de 2007 sur l'intervenant provincial en faveur des enfants et des jeunes*.

SOMMAIRE - CRÉDIT

(\$)

POSTE N°	POSTE	Prévisions 2007-2008	Prévisions 2006-2007	Différence entre 2007-2008 et 2006-2007	Chiffres réels 2005-2006
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Commissaire à l'environnement	2 213 300	2 114 100	99 200	2 008 964
2	Bureau du commissaire à l'information et à la protection de la vie privée	12 781 500	12 132 800	648 700	11 149 874
3	Bureau du commissaire à l'intégrité	1 643 600	844 700	798 900	668 709
4	Bureau de l'intervenant provincial en faveur des enfants et des jeunes	910 000	-	910 000	-
TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT		17 548 400	15 091 600	2 456 800	13 827 547
Total - Charges de fonctionnement		17 548 400	15 091 600	2 456 800	13 827 547

PROGRAMME DES COMMISSAIRES - CRÉDIT 202, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES

(\$)

CRÉDIT -			
POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
N°			
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
202-1	Commissaire à l'environnement		
	Traitements et salaires		1 266 900
	Avantages sociaux		287 700
	Transports et communications		81 900
	Services		508 100
	Fournitures et matériel		68 700
Total à voter - Charges de fonctionnement			2 213 300
202-2	Bureau du commissaire à l'information et à la protection de la vie privée		
	Traitements et salaires		8 773 000
	Avantages sociaux		1 886 200
	Transports et communications		323 700
	Services		1 523 800
	Fournitures et matériel		274 800
Total à voter - Charges de fonctionnement			12 781 500
202-3	Bureau du commissaire à l'intégrité		
	Traitements et salaires		701 700
	Avantages sociaux		163 300
	Transports et communications		85 800
	Services		603 800
	Fournitures et matériel		89 000
Total à voter - Charges de fonctionnement			1 643 600
202-4	Bureau de l'intervenant provincial en faveur des enfants et des jeunes		
	Traitements et salaires		477 400
	Avantages sociaux		102 600
	Transports et communications		110 000
	Services		110 000
	Fournitures et matériel		110 000
Total à voter - Charges de fonctionnement			910 000
Total (Charges de fonctionnement) - Programme des commissaires			17 548 400

BUREAU DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

Le vérificateur général, qui est un officier de l'Assemblée législative, procède à la vérification impartiale des programmes du gouvernement, des états financiers de la province, de nombreux organismes de la Couronne et d'organisations du secteur parapublic, ainsi qu'à des examens conformément à la *Loi sur le vérificateur général* et à d'autres lois et textes de référence. Ces vérifications et examens lui permettent d'offrir assurance, renseignements objectifs et conseils à l'Assemblée législative. Le Bureau du vérificateur général aide ainsi l'Assemblée à tenir le gouvernement, ses administrateurs et les bénéficiaires de subventions responsables de la saine gestion des fonds publics et de l'optimisation des ressources utilisées pour dispenser les services au public.

Le vérificateur général est également tenu, en vertu de la *Loi de 2004 sur la publicité gouvernementale*, d'examiner certains types d'annonces publicitaires et d'imprimés proposés par les bureaux gouvernementaux afin d'établir s'ils satisfont aux normes exigées par cette loi.

Le vérificateur général doit, aux termes des deux lois, présenter directement à l'Assemblée législative un rapport annuel sur ses travaux.

SOMMAIRE - PROGRAMME DU MINISTÈRE

(\$)

CRÉDIT PROGRAMME		Prévisions 2007-2008	Prévisions 2006-2007	Différence entre 2007-2008 et 2006-2007	Chiffres réels 2005-2006
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
2501	Programme du Bureau du vérificateur général	14 920 600	13 662 200	1 258 400	10 643 539
TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT		14 920 600	13 662 200	1 258 400	10 643 539
Crédits législatifs		387 000	330 000	57 000	299 747
Total du ministère - Charges de fonctionnement		15 307 600	13 992 200	1 315 400	10 943 286
Total du ministère - Fonctionnement et immobilisations, y compris redressement de consolidation et autres redressements (actif non compris)		15 307 600	13 992 200	1 315 400	10 943 286

PROGRAMME DU BUREAU DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL - CRÉDIT 2501

Le vérificateur général procède à la vérification impartiale de l'optimisation des ressources et des états financiers de la province conformément à la *Loi sur le vérificateur général* et à d'autres lois et textes de référence. Le vérificateur général est également tenu, en vertu de la *Loi de 2004 sur la publicité gouvernementale*, d'examiner les annonces publicitaires du gouvernement et certains imprimés proposés par les bureaux gouvernementaux afin d'établir s'ils satisfont aux normes exigées par cette loi.

SOMMAIRE - CRÉDIT

(\$)

POSTE N°	POSTE	Prévisions 2007-2008	Prévisions 2006-2007	Différence entre 2007-2008 et 2006-2007	Chiffres réels 2005-2006
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Bureau du vérificateur général	14 920 600	13 662 200	1 258 400	10 643 539
	TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	14 920 600	13 662 200	1 258 400	10 643 539
L	<i>Loi sur le vérificateur général</i>	387 000	330 000	57 000	299 747
	Total - Crédits législatifs	387 000	330 000	57 000	299 747
	Total - Charges de fonctionnement	15 307 600	13 992 200	1 315 400	10 943 286

PROGRAMME DU BUREAU DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL - CRÉDIT 2501, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES

(\$)

CRÉDIT -			
POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
N°			
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
2501-1	Bureau du vérificateur général		
	Traitements et salaires	9 264 300	
	Avantages sociaux	2 097 900	
	Transports et communications	389 400	
	Services	2 774 400	
	Fournitures et matériel	344 600	
	Paievements de transfert		
	CCAF-FCVI Inc.	50 000	
	Total à voter - Charges de fonctionnement	14 920 600	
Crédits législatifs			
L	<i>Loi sur le vérificateur général</i>	387 000	
	Total (Charges de fonctionnement) - Programme du Bureau du vérificateur général	15 307 600	

BUREAU DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS

Le Bureau du directeur général des élections (Élections Ontario) veille à l'application de la *Loi électorale* et de la *Loi sur le financement des élections*. Le Bureau est administré par le directeur général des élections qui rend compte de ses activités directement à l'Assemblée législative.

SOMMAIRE - PROGRAMME DU MINISTÈRE

(\$)

CRÉDIT PROGRAMME		Prévisions 2007-2008	Prévisions 2006-2007	Différence entre 2007-2008 et 2006-2007	Chiffres réels 2005-2006
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
501	Programme du Bureau du directeur général des élections	7 914 900	7 516 900	398 000	4 849 026
TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT		7 914 900	7 516 900	398 000	4 849 026
Crédits législatifs		-	-	-	9 820 788
Total du ministère - Charges de fonctionnement		7 914 900	7 516 900	398 000	14 669 814
Total du ministère - Fonctionnement et immobilisations, y compris redressement de consolidation et autres redressements (actif non compris)		7 914 900	7 516 900	398 000	14 669 814

PROGRAMME DU BUREAU DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS - CRÉDIT 501

Le Bureau organise les élections générales et les élections partielles des membres de l'Assemblée législative, effectue des recherches et donne des renseignements généraux et des conseils sur les politiques en rapport avec le processus électoral. Le Bureau assure aussi la formation, la direction et la supervision des directeurs du scrutin des 103 circonscriptions électorales de l'Ontario.

Le directeur général des élections veille à l'application de la *Loi sur le financement des élections*. Plus de 500 associations de circonscription et 9 partis politiques inscrits doivent fournir une déclaration annuelle et informer Élections Ontario de tout changement à apporter aux renseignements concernant leur inscription. Élections Ontario vérifie tous les formulaires qui lui sont remis pour s'assurer de leur conformité à la *Loi sur le financement des élections*.

Le Bureau administre aussi les référendums en vertu de la *Loi de 1999 sur la protection des contribuables*.

En dehors des périodes électorales, le Bureau offre ses services aux ministères, aux organismes et au public sous forme de recherches historiques et comparatives, de conseils stratégiques et de renseignements généraux sur le processus électoral.

SOMMAIRE - CRÉDIT

(\$)

POSTE N°	POSTE	Prévisions 2007-2008	Prévisions 2006-2007	Différence entre 2007-2008 et 2006-2007	Chiffres réels 2005-2006
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Administration des élections	4 722 200	4 380 800	341 400	3 861 088
2	Administration du financement des élections	3 192 700	3 136 100	56 600	987 938
TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT		7 914 900	7 516 900	398 000	4 849 026
L	<i>Loi électorale</i>	-	-	-	9 820 788
	Total - Crédits législatifs	-	-	-	9 820 788
Total - Charges de fonctionnement		7 914 900	7 516 900	398 000	14 669 814

PROGRAMME DU BUREAU DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS - CRÉDIT 501, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES

(\$)

CRÉDIT - POSTE CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES N°		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
501-1	Administration des élections	
	Traitements et salaires	3 867 100
	Avantages sociaux	855 100
	Total à voter - Charges de fonctionnement	4 722 200
501-2	Administration du financement des élections	
	Traitements et salaires	846 000
	Avantages sociaux	182 100
	Transports et communications	59 500
	Services	1 174 000
	Fournitures et matériel	94 100
	Autres opérations	
	Subventionnement des dépenses électorales en vertu de la <i>Loi</i> <i>sur le financement des élections</i>	838 000
	Total partiel	3 193 700
	Moins : Recouvrements	1 000
	Total à voter - Charges de fonctionnement	3 192 700
	Total (Charges de fonctionnement) - Programme du Bureau du directeur général des élections	7 914 900

OMBUDSMAN ONTARIO

L'ombudsman est un officier indépendant de l'Assemblée législative nommé en vertu de la *Loi sur l'ombudsman* et chargé d'enquêter sur les plaintes concernant l'administration des institutions gouvernementales de l'Ontario, notamment la mauvaise administration et l'injustice dans la prestation des services gouvernementaux au public. Il enquête sur les plaintes présentées par des particuliers ainsi que sur les problèmes graves et systémiques de premier plan qui touchent directement un grand nombre d'Ontariennes et d'Ontariens. L'ombudsman présente chaque année à l'Assemblée législative un rapport sur les activités de son bureau et publie par ailleurs des rapports consacrés à ses enquêtes, qui éveillent un vif intérêt parmi le public. Il peut à l'issue d'une enquête faire des recommandations, en particulier sur les améliorations devant être apportées à une politique ou une pratique gouvernementale afin de remédier à toute injustice mise en évidence en matière de traitement.

SOMMAIRE - PROGRAMME DU MINISTÈRE

(\$)

CRÉDIT PROGRAMME		Prévisions 2007-2008	Prévisions 2006-2007	Différence entre 2007-2008 et 2006-2007	Chiffres réels 2005-2006
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
2301	Programme - Ombudsman Ontario	9 704 400	9 451 200	253 200	10 607 100
	TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	9 704 400	9 451 200	253 200	10 607 100
	Total du ministère - Charges de fonctionnement	9 704 400	9 451 200	253 200	10 607 100
	Total du ministère - Fonctionnement et immobilisations, y compris redressement de consolidation et autres redressements (actif non compris)	9 704 400	9 451 200	253 200	10 607 100

PROGRAMME - OMBUDSMAN ONTARIO - CRÉDIT 2301

L'ombudsman est un officier indépendant de l'Assemblée législative nommé en vertu de la *Loi sur l'ombudsman* et chargé d'enquêter sur les plaintes concernant l'administration des institutions gouvernementales de l'Ontario, notamment la mauvaise administration et l'injustice dans la prestation des services gouvernementaux au public. Il enquête sur les plaintes présentées par des particuliers ainsi que sur les problèmes graves et systémiques de premier plan qui touchent directement un grand nombre d'Ontariennes et d'Ontariens. L'ombudsman présente chaque année à l'Assemblée législative un rapport sur les activités de son bureau et publie par ailleurs des rapports consacrés à ses enquêtes, qui éveillent un vif intérêt parmi le public. Il peut à l'issue d'une enquête faire des recommandations, en particulier sur les améliorations devant être apportées à une politique ou une pratique gouvernementale afin de remédier à toute injustice mise en évidence en matière de traitement.

SOMMAIRE - CRÉDIT

(\$)

POSTE N°	POSTE	Prévisions 2007-2008	Prévisions 2006-2007	Différence entre 2007-2008 et 2006-2007	Chiffres réels 2005-2006
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Ombudsman	9 704 400	9 451 200	253 200	10 607 100
TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT		9 704 400	9 451 200	253 200	10 607 100
Total - Charges de fonctionnement		9 704 400	9 451 200	253 200	10 607 100

PROGRAMME - OMBUDSMAN ONTARIO - CRÉDIT 2301, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES

(\$)

CRÉDIT -

POSTE CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES

N°

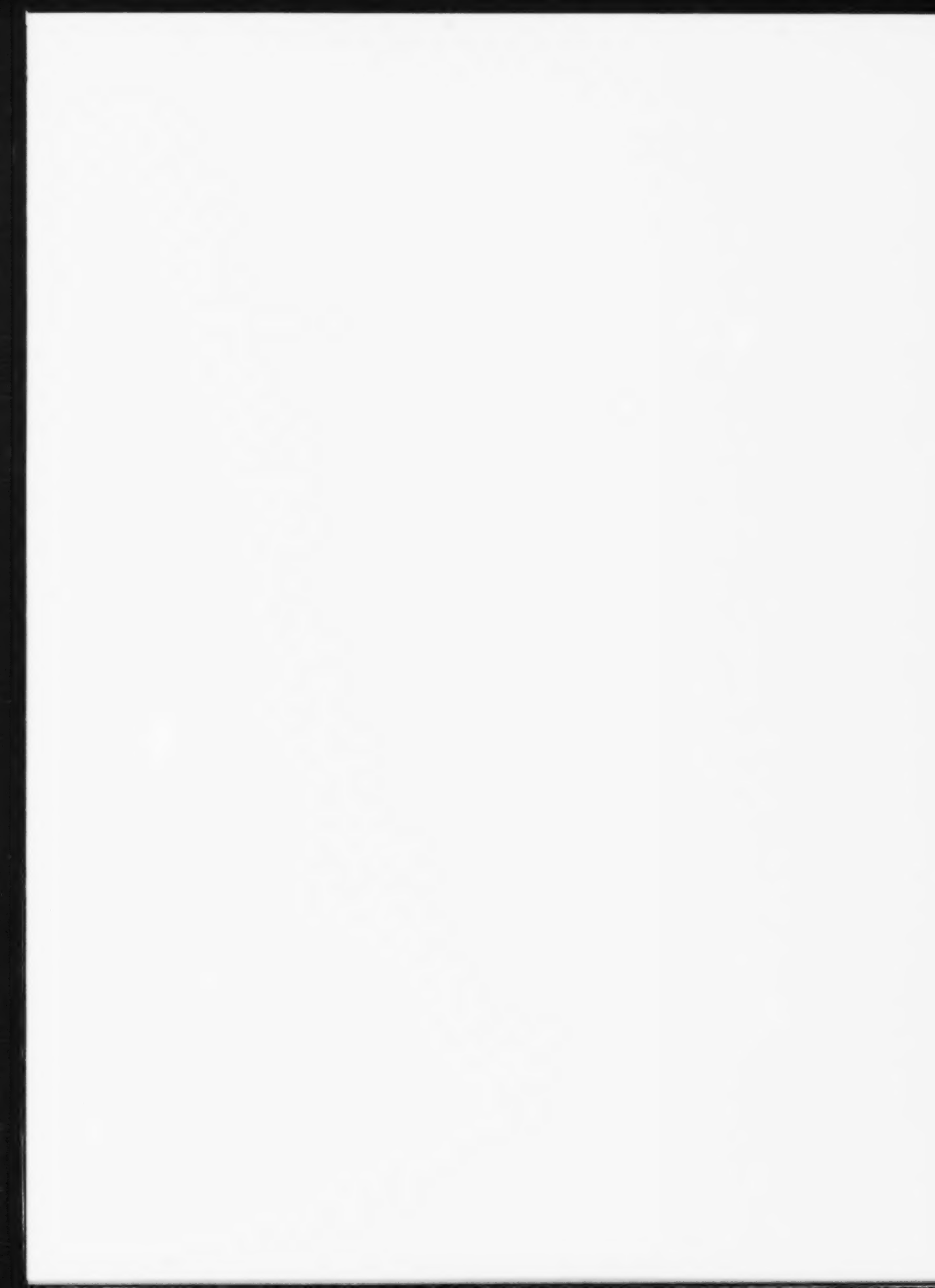
CHARGES DE FONCTIONNEMENT

2301-1 Ombudsman

Traitements et salaires	6 164 000
Avantages sociaux	1 325 300
Transports et communications	593 000
Services	1 373 200
Fournitures et matériel	248 900

Total à voter - Charges de fonctionnement	9 704 400
--	------------------

Total (Charges de fonctionnement) - Programme - Ombudsman Ontario	9 704 400
--	------------------





© Imprimeur de la Reine pour l'Ontario, 2007

ISSN 0835-5576 (Imprimé)